

**Mesdames et Messieurs les
Présidentes et Présidents de conseil
départemental**

**Mesdames et Messieurs les Payeuses
et Payeurs départementaux**

Le directeur

Paris, le 14 octobre 2024

Dossier suivi par

Julie Reynaud – 01 53 91 21 71
julie.reynaud@cnsa.fr

Blandine Rocu – 01 53 91 28 21
blandise.rocu@cnsa.fr

Objet : Notification des concours relatifs au forfait autonomie et aux autres actions de prévention – versement des soldes / Exercice 2024

P.J. : Tableau relatif à la répartition du concours forfait autonomie (FA) 2024
Tableau relatif à la répartition du concours autres actions de prévention (AAP) 2024
Annexe : Règles d'utilisation du concours AAP (dépenses de fonctionnement) à compter de 2025

Copies : Monsieur le président de l'ADF

Mesdames et Messieurs les directeurs de la DGCS, de la DSS, du Budget, de la DGCL et de la DGFIP

Mesdames et Messieurs les préfètes et préfets de département

Mesdames et Messieurs les directrices et directeurs financiers des services départementaux

Le présent courrier a pour objet de notifier le montant et la répartition entre les départements du solde des concours de la CNSA relatifs d'une part au forfait autonomie (FA) et d'autre part aux autres actions de prévention (AAP), pour l'année 2024.

Une annexe est jointe à cette notification du solde 2024 afin de vous préciser certaines règles d'éligibilité du concours Autres actions de prévention à compter de l'exercice 2025.

1. Notification de répartition des soldes des concours forfait autonomie et autres actions de prévention 2024

Conformément aux articles R. 178-18 et R. 178-19*, les soldes de ces deux concours sont versés au plus tard le 30 septembre de l'année courante, sous réserve de la transmission d'un état récapitulatif des dépenses et des informations mentionnées à l'article R.233-18 du Code de l'action sociale et des familles, afférents à l'exercice précédent, par le conseil départemental / la métropole.

Les documents transmis au 30 juin 2024, notamment les états récapitulatifs des dépenses mentionnés à l'article R. 178-19, permettent de connaître les **dépenses mandatées** par les départements en 2023, au titre de chacun des concours. Ils portent sur l'exercice 2023 et conditionnent le versement du solde 2024 pour chacun d'eux.

Pour 2024, les enveloppes des concours annuels sont de **157 M€** pour le concours autres actions de prévention (AAP) et de **42,2 M€** pour le concours forfait autonomie (FA). Les deux acomptes versés se sont élevés respectivement à 109,9 M€ et 29,4 M€ (70 % de chacun des concours).

Les deux concours sont répartis entre les départements/métropoles de la façon suivante (articles R. 178-15 et R. 178-16) :

- L'enveloppe globale affectée au concours au titre des aides techniques individuelles, des actions de prévention et des autres actions collectives de prévention est répartie en fonction du nombre de personnes âgées de 60 ans et plus ;
- Le concours au titre du forfait autonomie est réparti en fonction du nombre de places autorisées dans les résidences autonomie éligibles au forfait autonomie.

Les soldes 2024 correspondent, pour chaque concours, à la différence entre le montant du concours 2024 pour chaque département et le montant de l'acompte versé en 2024. Ils sont, le cas échéant, minorés des trop-perçus sur le concours 2023, au vu des états récapitulatifs de dépenses 2023.

Les états récapitulatifs 2023 ont permis de connaître la consommation des deux concours 2023 :

- 133,57 M€ consommés pour le concours Autres actions de prévention (sur une enveloppe 2023 de 155 M€) ;
- 37,7 M€ consommés pour le concours Forfait autonomie (sur une enveloppe 2023 de 40 M€).

La différence est donc reprise sur les soldes 2024. Ainsi, pour les deux concours AAP et FA :

- Si les dépenses 2023 (crédits utilisés) sont supérieures ou égales au concours 2023, le solde 2024 est versé dans son intégralité ;
- Si les dépenses 2023 sont inférieures au concours 2023, la différence est reprise sur le solde 2024 (trop-perçu) ;
- Dans le cas où le trop-perçu est supérieur au montant du solde 2024, le reliquat sera repris sur le prochain acompte du concours.

Vous trouverez les tableaux de répartition définitive en pièce jointe.

2. Rappels concernant le périmètre des dépenses effectuées par les conseils départementaux et retenues pour le calcul des concours

Dépenses correspondant aux crédits utilisés

Les conseils départementaux ont indiqué dans leur état récapitulatif de dépenses 2023 (transmis au 30 juin 2024) **les paiements pour service fait** intervenus en 2023. Ce sont les **dépenses**

* Sauf indication contraire, les articles mentionnés dans cette note font référence au code de la Sécurité sociale

effectivement mandatées qui ont été retenues comme crédits utilisés pour le calcul des concours conférence des financeurs.

Critère de répartition du concours Forfait autonomie

Nous attirons votre attention sur l'importance de **communiquer aux agences régionales de santé (ARS) les données relatives aux places en résidence autonomie** de vos territoires respectifs pour leur permettre d'effectuer la mise à jour du fichier national des établissements sanitaires et sociaux (Finess). En effet, c'est le nombre de places autorisées au 31 décembre de l'année précédente, recensées dans ce fichier, qui est utilisé pour la répartition du concours (article R178-16).

Valorisation des dépenses d'ingénierie : états récapitulatifs 2023

Les modalités suivantes sont prises en compte dans les états récapitulatifs 2023. Leur objectif était de permettre une valorisation de 10% maximum de l'ensemble des dépenses du concours AAP pour l'année 2023 au niveau national pour les dépenses d'ingénierie. Il s'agit en effet de garantir que 90% des dépenses sont dédiées à la mise en œuvre d'actions bénéficiant directement aux personnes âgées et à leurs proches aidants (cf. note ingénierie annexée à la notification initiale des concours du 16 février 2023) :

Les conditions suivantes doivent être respectées :

* **Le montant de référence qu'il est possible de valoriser est de 80 000 € du montant des crédits utilisés pour l'année 2023.**

Deux ajustements sont prévus afin d'éviter les effets de seuil :

* La valorisation des dépenses d'ingénierie ne doit pas dépasser 30% des crédits utilisés du département la même année. Ainsi, pour les départements dont le montant de 80 000€ dépassent 30% de leur crédit utilisé (CU), le montant maximal s'établit à 30% de leur crédit utilisé (et non pas 80 000€).

Ex. : crédits utilisés : 150 000 € ; 80 000 € = 53% des CU ; 30% des CU : 45 000 € : le plafond à retenir est 45 000€.

* Il est recommandé que la valorisation des dépenses d'ingénierie ne soit pas inférieure à 9% des crédits utilisés. Ainsi, les départements pour lesquels la valeur de 80 000 € représente moins de 9% de leur crédit utilisé peuvent retenir jusqu'à 9% de leur crédit utilisé.

Ex. : crédits utilisés : 950 000 € ; 80 000 € = 8,4% des CU ; le plafond à retenir est 9% des CU, soit 85 500 €

Ce montant vise à prendre en compte un investissement minimal incompressible nécessaire au fonctionnement du dispositif, et ce quels que soient le nombre de projets financés ou les montants des concours utilisés par le département.

Ces modalités visent à permettre une valorisation de 10% maximum au niveau national de l'ensemble des dépenses du concours AAP pour l'année 2023 au niveau national pour les dépenses d'ingénierie, 90% du concours étant ainsi dédié à la mise en œuvre d'actions bénéficiant directement aux personnes âgées et à leurs proches aidants.

Remboursement par un opérateur

Les recettes résultant des remboursements éventuels des opérateurs au conseil départemental, déclarées dans l'état récapitulatif 2023 en tant que titres, sont venues en diminution des dépenses déclarées dans l'état récapitulatif de cette même année. Ce sont donc les dépenses nettes qui ont été prises en compte pour le calcul du solde 2024.

3. Précision concernant l'utilisation des concours

Les concours forfait autonomie et autres actions de prévention, notifiés par la CNSA, sont à engager dans leur totalité. Si le département programme des actions uniquement sur la base des crédits versés (après minoration de la sous consommation de l'exercice précédent), il entre dans un cycle de sous consommation chronique de ces concours.

4. Trajectoire financière pluriannuelle des deux concours conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie

Pour mémoire, la convention d'objectifs et de gestion 2022-2026 de la CNSA est assortie d'une trajectoire financière pluriannuelle pour les concours conférence des financeurs, qui permet de vous apporter une visibilité sur le montant des deux concours pour les deux prochaines années. Vous êtes ainsi fondés à bâtir une programmation pluriannuelle de vos programmes d'action sur cette base :

Année	2022	2023	2024	2025	2026
Concours Autres actions de prévention	155 M€	155 M€	157 M€	159 M€	163 M€
Concours Forfait autonomie	40 M€	40 M€	42,2 M€	42 M€	44 M€

5. Délais de recours

Le présent document est contestable pendant deux mois à compter de la date de notification. Le recours éventuel est à adresser au directeur de la CNSA. En cas de recours contentieux, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris.

La présente note ainsi que ses annexes sont consultables sur le site internet de la CNSA : Budget et financement, Financement aux départements, Notification des concours aux départements

La direction du financement de l'offre et la direction de l'appui au pilotage de l'offre de la CNSA sont à votre disposition et à celle de vos services pour répondre à toute demande d'information complémentaire.

Maélig Le Bayon





Objet : Evolution des règles d'utilisation du concours « autres actions de prévention » octroyé aux Commissions des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie à compter de 2025

Cette note vous présente les différentes évolutions concernant les règles d'utilisation du concours « autres actions de prévention » octroyé aux Commissions des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie à compter de l'exercice 2025. Elle vous informe également des règles d'utilisation des dépenses de fonctionnement.

1. Suppression de la mention du critère « innovant » d'une action

Concomitamment au déploiement du programme de travail du Centre de ressources et de preuves, la CNSA consolide l'animation qu'elle assure auprès des CFPPA.

En mettant à disposition des porteurs de projets des ressources diversifiées (journées formations, programmes nationaux de prévention, veille scientifique vulgarisée, etc.), la CNSA contribuera à renforcer la place et le rôle des acteurs locaux tout en accompagnant ces derniers dans une dynamique davantage tournée vers l'efficacité et l'impact des actions qu'ils réalisent. En regard et afin de soutenir puis amplifier cette évolution, l'offre de services à destination des référents et des membres des CFPPA (journées thématiques, fonds VITAL, outils d'aide à la décision, etc.) participera à l'identification et au soutien, prioritairement, des actions les plus efficaces en matière de prévention et de promotion de la santé.

Ainsi, les membres des CFPPA doivent désormais orienter prioritairement leur financement dans le cadre du concours « autres actions de prévention » vers les actions de prévention et de promotion de la santé qui favorisent l'adoption durable de comportements favorables à la santé, telle que définie par l'Organisation mondiale de la santé. Ces actions doivent tout particulièrement contribuer à lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé en portant une attention spécifique aux publics en situation de vulnérabilité (particulièrement aux personnes à faible niveau de revenu, à faible niveau d'éducation ou dont la catégorie socioprofessionnelle est peu élevée). La CNSA accompagnera progressivement et durablement cet objectif sur les prochaines campagnes de remontée des données.

Aussi, le caractère innovant d'un projet n'est plus à prendre en compte dans l'appréciation portée à sa qualité au bénéfice des aspects portant sur l'efficacité en matière d'adoption durable de comportement favorable à la santé et de lutte contre les inégalités sociales et territoriales de santé. En cohérence, la documentation mise à disposition des Commissions par la CNSA ainsi que l'outil SI de pilotage ne mettront plus en avant le caractère « innovant » d'une action financée.

2. Accompagnement du réseau vers la pluriannualité des financements

Les membres de la CFPPA sont encouragés à déployer des pratiques de financement qui permettent d'une part de consommer au mieux les concours mis à leur disposition, et d'autre part de soutenir le déploiement d'actions efficaces de prévention de la perte d'autonomie par la visibilité de leur

financement, Les démarches de financement pluriannuel des actions ont été à ce titre identifiées, notamment depuis que la trajectoire financière pluriannuelle des concours dédiés à la prévention de la perte d'autonomie est inscrite dans la convention d'objectifs et de gestion 2022-2026. C'est pourquoi la CNSA a réalisé avec des Conseils départementaux, des ARS et des CARSAT et mis à disposition des Commissions des financeurs une boîte à outils « pluriannualité des financements » pour les accompagner. Les règles de financement ne changent pas : une action peut être financée de manière pluriannuelle, mais les coûts de fonctionnement d'un projet (type coûts de structure d'un porteur) restent inéligibles.

Les CFPPA seront invitées à partager leurs pratiques de financements dans l'outil de pilotage des Commissions dans la partie 5 du bilan annuel à compter de la campagne 2025 sur les données 2024.

3. Clarification des règles de financement d'un ETP dans le cadre de l'axe « amélioration de l'accès aux équipements et aux aides techniques individuelles » (axe 1)

Le pilotage par un ETP rattaché au Conseil Départemental et dédié à une action correspondant à cet axe peut bénéficier d'un soutien financier. Sa valorisation doit être imputée également à cet axe et non aux dépenses de fonctionnement de la CFPPA. Exemple : Le financement d'un poste dédié en interne du Conseil Départemental au suivi et à la gestion d'une action favorisant l'accessibilité aux aides techniques doit être imputé à l'axe 1.

4. Clarification des règles de financement de la solution de centralisation de l'information sur axe 4°

Le financement d'un outil de centralisation de l'information a été rendu éligible sur l'axe 4 intitulé « soutien aux actions d'accompagnement des proches aidants des personnes âgées en perte d'autonomie ». Il vise à la géolocalisation de l'offre de proximité et d'annuaires dédiés aux proches aidants de personnes âgées.

Les dépenses désormais éligibles au titre de l'axe 4° dédiés aux aidants sont les coûts liés :

- au développement et à l'hébergement techniques
- au temps d'ingénierie nécessaire pour : la collecte et l'implémentation des données

Les règles d'utilisation des fonds ont évolué depuis le groupe de travail « centralisation de l'information » tenu en juin 2023, prenant en compte des retours d'expériences de certains Conseils départementaux. Ainsi, l'évolution principale à retenir concerne le fait que les coûts ne sont plus seulement éligibles en année 1 mais sur l'ensemble de l'investissement lié à un outil de centralisation de l'information.

Les repères nationaux tirés du guide méthodologique de l'aide aux aidants de la CNSA sont maintenus à hauteur de 35 000€ pour la première année (à savoir, le lancement de la solution) puis entre 2 000€ et 8 000€ par année pour la maintenance et l'hébergement de l'outil.

Cette évolution s'effectue à enveloppe constante.

5. Financement des dépenses de fonctionnement

Conformément à la loi n°2024-317 du 8 avril 2024, l'article 149-11 du CASF permet la valorisation des dépenses de fonctionnement (précédemment « dépenses d'ingénierie ») dans le cadre du concours « autres actions de prévention » afin de garantir sur tous les territoires le déploiement effectif des dispositifs d'accompagnement et de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées de plus de 60 ans.

Les dépenses de fonctionnement visent à soutenir l'animation et la coordination des Commissions des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie et de l'habitat inclusif pour garantir leur bon fonctionnement et la mise en œuvre des programmes coordonnés de financement.

Les dépenses de fonctionnement sont donc des dépenses liées à la mobilisation d'une ressource interne au conseil départemental (valorisation du temps dédié au fonctionnement de la conférence) et/ou externe (recours à de la prestation externe) permettant notamment de réaliser un diagnostic partagé de l'offre et des besoins, concevoir un programme coordonné, piloter des actions, effectuer un suivi administratif et procéder à une évaluation.

Ces dépenses n'ont pas vocation à financer de l'ingénierie de projet.

Le rapport d'activité annuel de la conférence des financeurs devra préciser le montant du concours consacré à ces dépenses et leur utilisation précise.

• **Le montant de référence que chaque conseil départemental peut valoriser est de 80 000 € du montant des crédits utilisés¹ par exercice.** Ce montant permet la prise en compte un investissement minimal incompressible nécessaire au fonctionnement du dispositif, et ce quel que soit le nombre de projets financés ou les montants des concours utilisés par le département.

Deux ajustements sont prévus afin d'éviter les effets de seuil :

• **La valorisation des dépenses de fonctionnement ne doit pas dépasser 30% des crédits utilisés du conseil départemental la même année et dans la limite du montant octroyé au titre du concours « autres actions de prévention ».** Ainsi, pour chaque conseil départemental dont le montant de 80 000 € dépassent 30% de leurs crédits utilisés, le montant maximal s'établit à 30% de leurs crédits utilisés (CU) et non pas 80 000 €.

Ex. : crédits utilisés : 150 000 € ; 80 000 € = 53% des CU ; 30% des CU : 45 000 € : le plafond à retenir est 45 000€.

• **Il est recommandé que la valorisation des dépenses de fonctionnement ne soit pas inférieure à 9% des crédits utilisés.** Ainsi, les conseils départementaux pour lesquels la valeur de 80 000 € représente moins de 9% de leurs crédits utilisés peuvent retenir jusqu'à 9% de leurs crédits utilisés et dans la limite du montant octroyé au titre du concours « autres actions de prévention ».

Ex. : crédits utilisés : 950 000 € ; 80 000 € = 8,4% des CU ; le plafond à retenir est 9% des CU soit 85 500 €.

Au niveau national, ces modalités d'évaluation des dépenses de fonctionnement visent à limiter leur valorisation à 10% maximum de l'ensemble des crédits utilisés par les conseils départementaux dans le cadre du concours AAP pour l'année 2025. Il s'agit en effet de garantir qu'au moins 90% des dépenses seront dédiées à la mise en œuvre d'actions bénéficiant directement aux personnes âgées et à leurs proches aidants.

¹ Les crédits utilisés 2025 correspondent aux dépenses réalisées en 2025.

Concours autres actions de prévention 2024 SOLDE

APPLICATION DE LA FORMULE DE RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENT SUR LA BASE DES DONNEES DISPONIBLES AU 31/12/2022

Montant du concours correspondant aux autres actions de prévention	157 000 000,00 €
Montant d'acomptes attribués (notification du 16 février 2023)	109 900 000,00 €
Solde attribué	47 100 000,00 €
Solde minoré des crédits non utilisés, à verser	28 092 702,57 €

Critères (décret n° 2016-212 du 26 février 2016 - article R178-15 du CSS) :

Formule : $Fd = A \times Pad / \Sigma Pad$

Fd = fraction attribuée à chaque département/métropole

A = montant total des crédits attribués au niveau national

PAd = nombre de personnes âgées de 60 ans et plus (INSEE)

Euros

Départements	Critère de répartition : Population de 60 ans et plus	Montant du concours 2024 AAP	Acompte attribué / mars 2024	Solde 2024	Concours attribué en 2023 *	Dépenses mandatées en 2023	Soldes positifs 2024 (dans la limite du montant du solde 2024)	Reliquat de solde négatif **	Soldes négatifs 2024			Solde 2024 à verser
	Données au 31/12/2023	100%	70%	30%			f = c (si e >= d) sinon f = 0		Totalité du solde négatif augmenté des reliquats	A reprendre sur le solde 2024	A reprendre sur l'acompte de mars 2025	
		a	b	c	d	e			g = e-d	h = c en tout ou partie	i	
01 AIN	168 123	1 413 768,16	989 640,00	424 128,16	1 386 327,78	983 517,19			402 810,59	402 810,59		21 317,57
02 AISNE	151 263	1 271 990,23	890 390,00	381 600,23	1 261 829,19	1 254 299,91			7 529,28	7 529,28		374 070,95
03 ALLIER	121 413	1 020 977,70	714 680,00	306 297,70	1 008 616,98	1 003 895,82			4 721,16	4 721,16		301 576,54
04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	58 691	493 540,25	345 480,00	148 060,25	490 338,37	490 338,00			0,37	0,37		148 059,88
05 HAUTES-ALPES	48 955	411 668,96	288 170,00	123 498,96	401 932,42	345 040,85			56 891,57	56 891,57		66 607,39
06 ALPES-MARITIMES	352 638	2 965 378,78	2 075 770,00	889 608,78	2 901 015,83	2 107 089,44			793 926,39	793 926,39		95 682,39
07 ARDÈCHE	113 236	952 216,24	666 550,00	285 666,24	931 232,33	930 537,00			695,33	695,33		284 970,91
08 ARDENNES	80 678	678 431,79	474 900,00	203 531,79	676 068,26	553 026,63			123 041,63	123 041,63		80 490,16
09 ARIÈGE	54 500	458 297,58	320 810,00	137 487,58	451 578,73	349 281,62			102 297,11	102 297,11		35 190,47
10 AUBE	89 782	754 988,51	528 490,00	226 498,51	748 009,57	719 684,96			28 324,61	28 324,61		198 173,90
11 AUDE	132 092	1 110 778,80	777 550,00	333 228,80	1 096 114,31	907 170,53			188 943,78	188 943,78		144 285,02
12 AVEYRON	101 034	849 608,04	594 730,00	254 878,04	844 483,78	708 094,71			136 389,07	136 389,07		118 488,97
13 BOUCHES-DU-RHÔNE	571 324	4 804 337,78	3 363 040,00	1 441 297,78	4 729 331,29	3 291 524,23			1 437 807,06	1 437 807,06		3 490,72
14 CALVADOS	207 707	1 746 635,16	1 222 640,00	523 995,16	1 738 092,26	1 738 092,26	523 995,16					523 995,16
15 CANTAL	53 569	450 468,68	315 330,00	135 138,68	450 249,45	450 249,45	135 138,68					135 138,68
16 CHARENTE	119 379	1 003 873,53	702 710,00	301 163,53	998 908,15	951 572,92			47 335,23	47 335,23		253 828,30
17 CHARENTE MARITIME	244 132	2 052 937,72	1 437 060,00	615 877,72	2 023 055,90	1 320 604,41			702 451,49	615 877,72	86 573,77	
18 CHER	103 217	867 965,17	607 580,00	260 385,17	857 280,27	857 280,27	260 385,17					260 385,17
19 CORRÈZE	86 318	725 859,28	508 100,00	217 759,28	724 376,88	724 376,88	217 759,28					217 759,28
20 COLLECTIVITE DE CORSE	110 314	927 644,77	649 350,00	278 294,77	915 474,40	838 634,47			76 839,93	76 839,93		201 454,84
21 CÔTE-D'OR	153 667	1 292 205,78	904 540,00	387 665,78	1 279 446,44	1 278 928,40			518,04	518,04		387 147,74
22 CÔTES-D'ARMOR	209 457	1 761 351,14	1 232 950,00	528 401,14	1 747 279,48	1 132 342,03			614 937,45	528 401,14	86 536,31	
23 CREUSE	45 396	381 740,87	267 220,00	114 520,87	384 803,13	323 602,80			61 200,33	61 200,33		53 320,54
24 DORDOGNE	159 285	1 339 448,27	937 610,00	401 838,27	1 332 390,73	1 215 227,69			117 163,04	117 163,04		284 675,23
25 DOUBS	145 942	1 227 245,25	859 070,00	368 175,25	1 221 386,92	1 105 530,82			115 856,10	115 856,10		252 319,15
26 DRÔME	156 201	1 313 514,51	919 460,00	394 054,51	1 297 871,36	1 396 729,23	394 054,51					394 054,51
27 EURE	163 006	1 370 738,64	959 520,00	411 218,64	1 364 377,74	1 267 739,79			96 637,95	96 637,95		314 580,69

Départements	Critère de répartition : Population de 60 ans et plus	Montant du concours 2024 AAP	Acompte attribué / mars 2024	Solde 2024	Concours attribué en 2023 *	Dépenses mandatées en 2023	Soldes positifs 2024 (dans la limite du montant du solde 2024)	Soldes négatifs 2024			Solde 2024 à verser	
	Données au 31/12/2023	100%	70%	30%			Reliquat de solde négatif **	Totalité du solde négatif augmenté des reliquats	A reprendre sur le solde de 2024	A reprendre sur l'acompte de mars 2025		
28 EURE-ET-LOIR	120 204	1 010 811,06	707 570,00	303 241,06	1 006 513,68	763 713,46			242 800,22	242 800,22		60 440,84
29 FINISTÈRE	297 199	2 499 185,02	1 749 430,00	749 755,02	2 463 562,86	2 208 786,77			254 776,09	254 776,09		494 978,93
30 GARD	239 632	2 015 096,64	1 410 570,00	604 526,64	1 978 928,65	1 978 328,65			600,00	600,00		603 926,64
31 HAUTE-GARONNE	337 144	2 835 087,72	1 984 560,00	850 527,72	2 775 061,75	2 239 409,71			535 652,04	535 652,04		314 875,68
32 GERS	71 354	600 025,06	420 020,00	180 005,06	593 088,83	440 166,52			152 922,31	152 922,31		27 082,75
33 GIRONDE	439 825	3 698 545,60	2 588 980,00	1 109 565,60	3 648 529,02	3 400 303,15			248 225,87	248 225,87		861 339,73
34 HÉRAULT	351 025	2 951 814,86	2 066 270,00	885 544,86	2 910 388,14	2 148 531,10			761 857,04	761 857,04		123 687,82
35 ILLE-ET-VILAINE	276 701	2 326 814,68	1 628 770,00	698 044,68	2 271 901,66	1 832 809,00			439 092,66	439 092,66		258 952,02
36 INDRE	79 902	671 906,30	470 330,00	201 576,30	666 233,23	199 257,40			466 975,83	201 576,30	265 399,53	
37 INDRE ET LOIRE	179 129	1 506 319,05	1 054 420,00	451 899,05	1 492 855,78	573 326,38			919 529,40	451 899,05	467 630,35	
38 ISÈRE	329 722	2 772 675,16	1 940 870,00	831 805,16	2 729 596,79	2 729 596,79	831 805,16					831 805,16
39 JURA	82 651	695 023,00	486 520,00	208 503,00	688 141,21	678 017,21			10 124,00	10 124,00		198 379,00
40 LANDES	146 326	1 230 474,36	861 330,00	369 144,36	1 201 313,01	1 171 040,00			30 273,01	30 273,01		338 871,35
41 LOIR-ET-CHER	108 359	911 204,92	637 840,00	273 364,92	908 996,23	786 551,00			122 445,23	122 445,23		150 919,69
42 LOIRE	227 199	1 910 545,92	1 337 380,00	573 165,92	1 876 573,61	1 285 022,00			591 551,61	573 165,92	18 385,69	
43 HAUTE-LOIRE	74 925	630 054,06	441 040,00	189 014,06	623 839,09	596 891,25			26 947,84	26 947,84		162 066,22
44 LOIRE-ATLANTIQUE	375 989	3 161 740,38	2 213 220,00	948 520,38	3 067 580,44	2 794 781,00			272 799,44	272 799,44		675 720,94
45 LOIRET	187 588	1 577 451,88	1 104 220,00	473 231,88	1 554 339,47	1 227 119,83			327 219,64	327 219,64		146 012,24
46 LOT	69 369	583 332,94	408 330,00	175 002,94	585 415,99	576 151,71			9 264,28	9 264,28		165 738,66
47 LOT-ET-GARONNE	114 650	964 106,75	674 870,00	289 236,75	952 829,03	952 829,00			0,03	0,03		289 236,72
48 LOZÈRE	25 983	218 494,42	152 950,00	65 544,42	220 829,78	197 773,06			23 056,72	23 056,72		42 487,70
49 MAINE-ET-LOIRE	229 173	1 927 145,55	1 349 000,00	578 145,55	1 927 599,69	1 674 805,62			252 794,07	252 794,07		325 351,48
50 MANCHE	165 806	1 394 284,21	976 000,00	418 284,21	1 398 493,28	1 368 856,40			29 636,88	29 636,88		388 647,33
51 MARNE	151 958	1 277 834,58	894 480,00	383 354,58	1 271 487,55	1 194 278,08			77 209,47	77 209,47		306 145,11
52 HAUTE-MARNE	57 289	481 750,65	337 230,00	144 520,65	471 905,04	301 281,97			170 623,07	144 520,65	26 102,42	
53 MAYENNE	90 731	762 968,77	534 080,00	228 888,77	764 415,32	518 362,00			246 053,32	228 888,77	17 164,55	
54 MEURTHE-ET-MOSELLE	196 736	1 654 378,60	1 158 070,00	496 308,60	1 644 714,11	1 256 002,51			388 711,60	388 711,60		107 597,00
55 MEUSE	57 507	483 583,84	338 510,00	145 073,84	476 061,16	435 085,00			40 976,16	40 976,16		104 097,68
56 MORBIHAN	262 222	2 205 058,88	1 543 540,00	661 518,88	2 172 272,49	1 180 608,87			991 663,62	661 518,88	330 144,74	
57 MOSELLE	298 414	2 509 402,12	1 756 580,00	752 822,12	2 471 883,52	1 294 866,00			1 177 017,52	752 822,12	424 195,40	
58 NIÈVRE	77 271	649 781,88	454 850,00	194 931,88	649 314,27	649 314,27	194 931,88					194 931,88
59 NORD	630 164	5 299 130,99	3 709 390,00	1 589 740,99	5 263 813,74	5 263 813,74	1 589 740,99					1 589 740,99
60 OISE	202 690	1 704 446,56	1 193 110,00	511 336,56	1 707 619,64	1 707 619,64	511 336,56					511 336,56
61 ORNE	95 524	803 273,73	562 290,00	240 983,73	797 083,79	795 506,30			1 577,49	1 577,49		239 406,24
62 PAS-DE-CALAIS	392 431	3 300 003,29	2 310 000,00	990 003,29	3 272 046,54	1 968 863,48			1 303 183,06	990 003,29	313 179,77	
63 PUY-DE-DÔME	194 733	1 637 535,11	1 146 270,00	491 265,11	1 638 244,36	1 636 913,44			1 330,92	1 330,92		489 934,19
64 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	226 147	1 901 699,52	1 331 190,00	570 509,52	1 870 213,22	1 870 213,22	570 509,52					570 509,52
65 HAUTES-PYRÉNÉES	81 619	686 344,78	480 440,00	205 904,78	690 513,73	641 198,00			49 315,73	49 315,73		156 589,05
66 PYRÉNÉES-ORIENTALES	167 446	1 408 075,18	985 650,00	422 425,18	1 390 029,59	1 011 846,48			378 183,11	378 183,11		44 242,07
67-68 collectivité européenne alsac	525 367	4 417 879	3 092 520	1 325 359,40	4 347 279,28	3 484 714,04			862 565,24	862 565,24		462 794,16
69 RHÔNE	123 149	1 035 573,75	724 900,00	310 673,75	1 019 545,74	947 796,57			71 749,17	71 749,17		238 924,58
69 METROPOLE DE LYON	313 224	2 633 943,53	1 843 760,00	790 183,53	2 602 515,34	2 458 200,02			144 315,32	144 315,32		645 868,21

Départements	Critère de répartition : Population de 60 ans et plus	Montant du concours 2024 AAP	Acompte attribué / mars 2024	Solde 2024	Concours attribué en 2023 *	Dépenses mandatées en 2023	Soldes positifs 2024 (dans la limite du montant du solde 2024)	Soldes négatifs 2024			Solde 2024 à verser	
	Données au 31/12/2023	100%	70%	30%			Reliquat de solde négatif **	Totalité du solde négatif augmenté des reliquats	A reprendre sur le solde 2024	A reprendre sur l'acompte de mars 2025		
70 HAUTE-SAÔNE	73 231	615 809,00	431 070,00	184 739,00	621 323,54	621 320,00		3,54	3,54		184 735,46	
71 SAÔNE-ET-LOIRE	188 724	1 587 004,65	1 110 900,00	476 104,65	1 569 306,56	1 468 476,91		100 829,65	100 829,65		375 275,00	
72 SARTHE	169 388	1 424 405,71	997 080,00	427 325,71	1 418 659,73	1 334 804,82		83 854,91	83 854,91		343 470,80	
73 SAVOIE	126 250	1 061 652,66	743 160,00	318 492,66	1 057 127,52	1 057 074,22		53,30	53,30		318 439,36	
74 HAUTE-SAVOIE	202 681	1 704 370,88	1 193 060,00	511 310,88	1 666 874,49	1 445 577,47		221 297,02	221 297,02		290 013,86	
75 PARIS	489 749	4 118 363,00	2 882 850,00	1 235 513,00	4 124 363,02	4 124 363,02	1 235 513,00				1 235 513,00	
76 SEINE-MARITIME	348 638	2 931 742,26	2 052 220,00	879 522,26	2 899 333,19	2 899 333,19	879 522,26				879 522,26	
77 SEINE-ET-MARNE	315 806	2 655 653,71	1 858 960,00	796 693,71	2 599 629,61	1 362 224,84		1 237 404,77	796 693,71	440 711,06		
78 YVELINES	336 445	2 829 209,74	1 980 450,00	848 759,74	2 804 104,13	2 603 975,40		200 128,73	200 128,73		648 631,01	
79 DEUX-SÈVRES	117 697	989 729,37	692 810,00	296 919,37	995 416,67	995 416,67	296 919,37				296 919,37	
80 SOMME	156 448	1 315 591,57	920 910,00	394 681,57	1 310 852,93	508 049,02		802 803,91	394 681,57	408 122,34		
81 TARN	132 864	1 117 270,65	782 090,00	335 180,65	1 093 506,21	944 306,59		149 199,62	149 199,62		185 981,03	
82 TARN-ET-GARONNE	79 086	665 044,45	465 530,00	199 514,45	657 407,77	644 251,28		13 156,49	13 156,49		186 357,96	
83 VAR	381 737	3 210 076,06	2 247 050,00	963 026,06	3 120 373,30	2 220 660,04		899 713,26	899 713,26		63 312,80	
84 VAUCLUSE	169 960	1 429 215,73	1 000 450,00	428 765,73	1 415 033,64	1 415 033,64	428 765,73				428 765,73	
85 VENDÉE	237 762	1 999 371,57	1 399 560,00	599 811,57	1 938 923,86	1 636 188,17		302 735,69	302 735,69		297 075,88	
86 VIENNE	129 537	1 089 293,47	762 510,00	326 783,47	1 094 271,81	1 010 399,09		83 872,72	83 872,72		242 910,75	
87 HAUTE-VIENNE	121 444	1 021 238,38	714 870,00	306 368,38	1 018 982,05	920 552,94		98 429,11	98 429,11		207 939,27	
88 VOSGES	119 170	1 002 116,02	701 480,00	300 636,02	997 191,85	764 620,34		232 571,51	232 571,51		68 064,51	
89 YONNE	108 079	908 850,36	636 200,00	272 650,36	909 980,58	753 821,19		156 159,39	156 159,39		116 490,97	
90 TERRITOIRE DE BELFORT	38 283	321 926,72	225 350,00	96 576,72	320 257,03	320 257,03	96 576,72				96 576,72	
91 ESSONNE	285 116	2 397 577,51	1 678 300,00	719 277,51	2 350 093,98	2 376 629,11	719 277,51				719 277,51	
92 HAUTS-DE-SEINE	348 683	2 932 120,67	2 052 480,00	879 640,67	2 887 495,81	3 066 455,25	879 640,67				879 640,67	
93 SEINE-SAINT-DENIS	297 105	2 498 394,57	1 748 880,00	749 514,57	2 434 141,89	2 383 888,07		50 253,82	50 253,82		699 260,75	
94 VAL-DE-MARNE	302 391	2 542 845,23	1 779 990,00	762 855,23	2 511 425,58	2 472 859,47		38 566,11	38 566,11		724 289,12	
95 VAL-D'OISE	257 242	2 163 181,42	1 514 230,00	648 951,42	2 113 842,79	2 035 366,86		78 475,93	78 475,93		570 475,49	
971 GUADELOUPE	114 195	960 280,60	672 200,00	288 080,60	917 510,39	847 430,79		70 079,60	70 079,60		218 001,00	
972 MARTINIQUE	113 287	952 645,11	666 850,00	285 795,11	937 264,60	1 127 318,70	285 795,11				285 795,11	
973 GUYANE	31 271	262 961,90	184 070,00	78 891,90	253 287,92	233 829,60		19 458,32	19 458,32		59 433,58	
974 RÉUNION	181 035	1 522 346,85	1 065 640,00	456 706,85	1 466 480,38	1 172 986,35		293 494,03	293 494,03		163 212,82	
975 SAINT-PIERRE-et-MIQUELON	1 486	12 494,68	8 750,00	3 744,68	11 238,09	5 644,00		5 594,09	3 744,68	1 849,41		
976 MAYOTTE	13 327	112 068,48	78 450,00	33 618,48	108 336,83	108 336,83	33 618,48				33 618,48	
977 SAINT-BARTHELEMY	1 442	12 125,60	8 490,00	3 635,60	11 959,22	0,00		11 959,22	3 635,60	8 323,62		
978 SAINT-MARTIN	4 829	40 605,13	28 420,00	12 185,13	38 561,43	0,00		733,91	39 295,34	12 185,13	27 110,21	
TOTAL	18 670 183	157 000 000	109 900 000	47 100 000	155 000 000	133 566 413,85	10 085 286		21 928 727	19 007 297	2 921 429	28 092 703

* Notification datée du 16 février 2023

** Notification datée du 14 février 2024 (p.16 et 17)

Concours forfait autonomie 2024

SOLDE

APPLICATION DE LA FORMULE DE RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENT SUR LA BASE DES DONNEES DISPONIBLES AU 31/12/2022

Montant du concours correspondant au forfait autonomie	42 200 000,00 €
Montant d'acomptes attribués (notification du 16 février 2023)	29 400 000,00 €
Solde attribué	12 800 000,00 €
Solde minoré des crédits non utilisés, à verser	10 674 293,68 €

Critères (décret n° 2016-212 du 26 février 2016 - article R178-16 du CSS) :

Formule : $Fd = A \times PRad / \Sigma PRad$

Fd = fraction attribuée à chaque département/métropole

A = montant total des crédits attribués au niveau national

PRAd = nombre de places autorisées dans les résidences autonomie éligibles (FINESS)

Euros

Départements	Critère de répartition : Nombre de places autorisées	Montant initial du concours 2024 FA	Acompte attribué / mars 2024	Montant révisé du concours 2024 FA **	Solde 2024	Concours attribué en 2023 *	Dépenses mandatées en 2023	Soldes positifs 2024 (dans la limite du montant du solde 2024)	Soldes négatifs 2024			Solde 2024 à verser
	Données au 31/12/2023	100%	70%		30%			Totalité du solde négatif	A reprendre sur le solde 2024	A reprendre sur l'acompte de mars 2025		
		a	b		c	d	e	f = c (si e >= d) sinon f = 0	g = e-d	h = c en tout ou partie	i	
01 AIN	1 302	435 826,32	305 080,00	437 901,68	132 821,68	409 910,37	409 910,00		0,37	0,37		132 821,31
02 AISNE	508	170 045,91	119 030,00	170 855,65	51 825,65	160 180,36	159 295,68		884,68	884,68		50 940,97
03 ALLIER	406	135 902,83	95 130,00	136 549,99	41 419,99	129 279,43	114 267,70		15 011,73	15 011,73		26 408,26
04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENC	310	103 768,17	72 640,00	104 262,31	31 622,31	97 747,86	97 747,86	31 622,310				31 622,31
05 HAUTES-ALPES	54	18 075,75	12 650,00	18 161,82	5 511,82	17 972,99	17 972,99	5 511,82				5 511,82
06 ALPES-MARITIMES	1 683	563 360,75	394 350,00	566 043,42	171 693,42	518 694,28	518 694,28	171 693,42				171 693,42
07 ARDÈCHE	639	213 896,33	149 730,00	214 914,88	65 184,88	215 045,29	207 300,00		7 745,29	7 745,29		57 439,59
08 ARDENNES	322	107 785,00	75 450,00	108 298,27	32 848,27	106 576,70	106 576,69		0,01	0,01		32 848,26
09 ARIÈGE	179	59 917,75	41 940,00	60 203,07	18 263,07	50 135,19	36 576,00		13 559,19	13 559,19		4 703,88
10 AUBE	382	127 869,17	89 510,00	128 478,07	38 968,07	120 450,59	120 450,59	38 968,07				38 968,07
11 AUDE	450	150 631,22	105 440,00	151 348,51	45 908,51	141 892,05	141 892,00		0,05	0,05		45 908,46
12 AVEYRON	418	139 919,66	97 940,00	140 585,95	42 645,95	116 036,17	103 425,06		12 611,11	12 611,11		30 034,84
13 BOUCHES-DU-RHÔNE	3 638	1 217 769,70	852 440,00	1 223 568,61	371 128,61	1 195 046,39	783 699,98		411 346,41	371 128,61	40 217,80	
14 CALVADOS	2 126	711 648,81	498 150,00	715 037,62	216 887,62	709 460,26	701 696,11		7 764,15	7 764,15		209 123,47
15 CANTAL	65	21 757,84	15 230,00	21 861,45	6 631,45	20 495,52	20 495,52	6 631,45				6 631,45
16 CHARENTE	468	156 656,47	109 660,00	157 402,45	47 742,45	147 567,73	147 567,73	47 742,45				47 742,45
17 CHARENTE MARITIME	996	333 397,09	233 380,00	334 984,70	101 604,70	312 793,15	303 752,61		9 040,54	9 040,54		92 564,16
18 CHER	676	226 281,56	158 400,00	227 359,09	68 959,09	213 153,39	213 153,39	68 959,09				68 959,09
19 CORRÈZE	477	159 669,09	111 770,00	160 429,41	48 659,41	181 937,14	119 504,64		62 432,50	48 659,41	13 773,09	
20 COLLECTIVITE DE CORSE	52	17 406,27	12 180,00	17 489,16	5 309,16	16 396,42	0,00		16 396,42	5 309,16	11 087,26	
21 CÔTE-D'OR	343	114 814,46	80 370,00	115 361,20	34 991,20	108 153,28	108 487,00	34 991,20				34 991,20
22 CÔTES-D'ARMOR	813	272 140,40	190 500,00	273 436,30	82 936,30	261 396,69	261 396,69	82 936,30				82 936,30
23 CREUSE	79	26 444,15	18 510,00	26 570,07	8 060,07	24 909,94	20 000,00		4 909,94	4 909,94		3 150,13
24 DORDOGNE	1 118	374 234,89	261 960,00	376 016,96	114 056,96	350 000,39	334 173,21		15 827,18	15 827,18		98 229,78
25 DOUBS	839	280 843,53	196 590,00	282 180,88	85 590,88	267 703,00	267 703,00	85 590,88				85 590,88
26 DRÔME	542	181 426,93	127 000,00	182 290,87	55 290,87	170 901,09	181 394,00	55 290,87				55 290,87
27 EURE	2 252	753 825,55	527 680,00	757 415,20	229 735,20	697 162,95	697 162,95	229 735,20				229 735,20
28 EURE-ET-LOIR	353	118 161,82	82 710,00	118 724,50	36 014,50	124 234,37	111 306,43		12 927,94	12 927,94		23 086,56
29 FINISTÈRE	489	163 685,92	114 580,00	164 465,38	49 885,38	147 883,05	147 883,05	49 885,38				49 885,38
30 GARD	840	281 178,27	196 820,00	282 517,22	85 697,22	270 856,16	270 856,00		0,16	0,16		85 697,06
31 HAUTE-GARONNE	1 866	624 617,44	437 230,00	627 591,81	190 361,81	588 379,04	378 744,89		209 634,15	190 361,81	19 272,34	

Départements	Critère de répartition : Nombre de places autorisées	Montant initial du concours 2024 FA	Acompte attribué / mars 2024	Montant révisé du concours 2024 FA **	Solde 2024	Concours attribué en 2023 *	Dépenses mandatées en 2023	Soldes positifs 2024 (dans la limite du montant du solde 2024)	Soldes négatifs 2024			Solde 2024 à verser
	Données au 31/12/2023	100%	70%		30%				Totalité du solde négatif	A reprendre sur le solde 2024	A reprendre sur l'acompte de mars 2025	
32 GERS	115	38 494,64	26 950,00	38 677,95	11 727,95	44 459,51	30 184,68					
33 GIRONDE	4 537	1 518 697,40	1 063 090,00	1 525 929,29	462 839,29	1 472 839,50	1 457 489,18			14 274,83	11 727,95	
34 HÉRAULT	928	310 635,04	217 440,00	312 114,26	94 674,26	224 189,44	224 187,00			15 350,32	15 350,32	447 488,97
35 ILLE-ET-VILAINE	1 074	359 506,50	251 650,00	361 218,44	109 568,44	339 279,66	339 279,00			2,44	2,44	94 671,82
36 INDRE	264	88 370,31	61 860,00	88 791,12	26 931,12	83 243,34	83 243,34	26 931,12		0,66	0,66	109 567,78
37 INDRE ET LOIRE	1 484	496 748,28	347 720,00	499 113,75	151 393,75	460 991,51	491 883,11	151 393,75				26 931,12
38 ISÈRE	2 205	738 092,96	516 670,00	741 607,69	224 937,69	684 235,00	684 228,00			151 393,75		151 393,75
39 JURA	549	183 770,08	128 640,00	184 645,18	56 005,18	173 108,30	173 108,30	56 005,18				224 930,69
40 LANDES	359	120 170,24	84 120,00	120 742,48	36 622,48	100 901,01	38 000,00			7,00	7,00	224 930,69
41 LOIR-ET-CHER	472	157 995,41	110 600,00	158 747,77	48 147,77	148 829,00	148 829,00	48 147,77				56 005,18
42 LOIRE	1 983	663 781,56	464 650,00	666 942,43	202 292,43	624 955,66	470 137,00			62 901,01	36 622,48	26 278,53
43 HAUTE-LOIRE	52	17 406,27	12 180,00	17 489,16	5 309,16	16 396,42	16 396,00					48 147,77
44 LOIRE-ATLANTIQUE	2 152	720 351,95	504 250,00	723 782,20	219 532,20	678 559,32	678 559,00			154 818,66	154 818,66	47 473,77
45 LOIRET	891	298 249,81	208 770,00	299 670,05	90 900,05	283 468,79	283 468,79	90 900,05		0,42	0,42	5 308,74
46 LOT	593	198 498,47	138 950,00	199 443,70	60 493,70	207 477,71	207 477,70			0,32	0,32	219 531,88
47 LOT-ET-GARONNE	668	223 603,67	156 520,00	224 668,45	68 148,45	210 630,87	210 630,00					90 900,05
48 LOZÈRE	77	25 774,67	18 040,00	25 897,41	7 857,41	20 810,83	20 810,83	7 857,41		0,01	0,01	60 493,69
49 MAINE-ET-LOIRE	3 421	1 145 131,98	801 590,00	1 150 584,99	348 994,99	1 096 983,22	1 096 983,22	348 994,99		0,87	0,87	68 147,58
50 MANCHE	1 605	537 251,34	376 080,00	539 809,68	163 729,68	506 081,65	506 081,65	163 729,68				7 857,41
51 MARNE	2 361	790 311,78	553 220,00	794 075,17	240 855,17	744 460,30	675 721,00					348 994,99
52 HAUTE-MARNE	233	77 993,50	54 600,00	78 364,89	23 764,89	73 468,55	73 467,23			68 739,30	68 739,30	172 115,87
53 MAYENNE	419	140 254,40	98 180,00	140 922,28	42 742,28	132 117,27	132 117,27	42 742,28		1,32	1,32	23 763,57
54 MEURTHE-ET-MOSELLE	2 273	760 855,01	532 600,00	764 478,13	231 878,13	755 496,35	762 016,00	231 878,13				42 742,28
55 MEUSE	387	129 542,85	90 680,00	130 159,72	39 479,72	122 027,16	101 430,00					231 878,13
56 MORBIHAN	1 365	456 914,69	319 840,00	459 090,47	139 250,47	448 378,88	448 378,88	139 250,47		20 597,16	20 597,16	18 882,56
57 MOSELLE	2 502	837 509,56	586 260,00	841 497,70	255 237,70	791 757,65	781 260,00			10 497,65	10 497,65	139 250,47
58 NIÈVRE	253	84 688,22	59 280,00	85 091,49	25 811,49	79 774,86	79 774,86	25 811,49				244 740,05
59 NORD	5 044	1 688 408,57	1 181 890,00	1 696 448,61	514 558,61	1 637 434,28	1 613 267,13					25 811,49
60 OISE	2 261	756 838,18	529 790,00	760 442,17	230 652,17	777 568,44	647 512,00			24 167,15	24 167,15	490 391,46
61 ORNE	1 021	341 765,49	239 240,00	343 392,95	104 152,95	321 937,30	297 973,31			130 056,44	130 056,44	100 595,73
62 PAS-DE-CALAIS	3 003	1 005 212,32	703 650,00	1 009 999,04	306 349,04	989 460,57	989 690,00	306 349,04		23 963,99	23 963,99	80 188,96
63 PUY-DE-DÔME	723	242 014,15	169 410,00	243 166,60	73 756,60	232 702,96	232 702,96	73 756,60				306 349,04
64 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	648	216 908,95	151 840,00	217 941,85	66 101,85	204 324,55	204 324,53			0,02	0,02	73 756,60
65 HAUTES-PYRÉNÉES	206	68 955,62	48 270,00	69 283,98	21 013,98	64 955,03	64 955,03	21 013,98				66 101,83
66 PYRÉNÉES-ORIENTALES	545	182 431,14	127 700,00	183 299,86	55 599,86	171 847,04	171 847,04	55 599,86				21 013,98
67-68 collectivité européenne als	2 731	914 164,12	639 910,00	918 517,28	278 607,28	861 127,10	861 127,00					55 599,86
69 RHÔNE	1 108	370 887,53	259 620,00	372 653,66	113 033,66	349 369,76	300 533,90			0,10	0,10	278 607,18
69 METROPOLE DE LYON	3 524	1 179 609,79	825 730,00	1 185 226,98	359 496,98	1 111 172,42	1 111 172,40			48 835,86	48 835,86	64 197,80
70 HAUTE-SAÔNE	460	153 978,58	107 790,00	154 711,81	46 921,81	145 045,21	128 702,50			0,02	0,02	359 496,96
71 SAÔNE-ET-LOIRE	1 897	634 994,26	444 500,00	638 018,04	193 518,04	647 027,76	647 025,20			16 342,71	16 342,71	30 579,10
72 SARTHE	2 002	670 141,55	469 100,00	673 332,70	204 232,70	637 883,60	387 000,00			2,56	2,56	193 515,48
73 SAVOIE	907	303 605,59	212 520,00	305 051,33	92 531,33	286 306,63	286 000,00			250 883,60	204 232,70	46 650,90
74 HAUTE-SAVOIE	763	255 403,60	178 780,00	256 619,80	77 839,80	240 270,54	235 290,00			306,63	306,63	92 224,70
75 PARIS	6 703	2 243 735,65	1 570 610,00	2 254 420,11	683 810,11	2 088 335,69	2 088 335,69	683 810,11		4 980,54	4 980,54	72 859,26
76 SEINE-MARITIME	5 495	1 839 374,52	1 287 560,00	1 848 133,45	560 573,45	1 732 659,61	1 722 315,00					683 810,11
										10 344,61	10 344,61	550 228,84

Départements	Critère de répartition : Nombre de places autorisées	Montant initial du concours 2024 FA	Acompte attribué / mars 2024	Montant révisé du concours 2024 FA **	Solde 2024	Concours attribué en 2023 *	Dépenses mandatées en 2023	Soldes positifs 2024 (dans la limite du montant du solde 2024)	Soldes négatifs 2024			Solde 2024 à verser
	Données au 31/12/2023	100%	70%		30%				Totalité du solde négatif	A reprendre sur le solde 2024	A reprendre sur l'acompte de mars 2025	
77 SEINE-ET-MARNE	2 125	711 314,08	497 920,00	714 701,29	216 781,29	670 045,80	670 045,80	216 781,29				216 781,29
78 YVELINES	2 694	901 778,88	631 250,00	906 073,07	274 823,07	867 433,41	745 141,29		122 292,12	122 292,12		152 530,95
79 DEUX-SÈVRES	659	220 591,05	154 410,00	221 641,48	67 231,48	213 784,02	213 784,02	67 231,48				67 231,48
80 SOMME	335	112 136,57	78 500,00	112 670,56	34 170,56	105 630,75	99 274,68		6 356,07	6 356,07		27 814,49
81 TARN	334	111 801,84	78 260,00	112 334,23	34 074,23	103 738,86	103 600,00		138,86	138,86		33 935,37
82 TARN-ET-GARONNE	135	45 189,36	31 630,00	45 404,55	13 774,55	42 567,62	42 567,62	13 774,55				13 774,55
83 VAR	1 619	541 937,64	379 360,00	544 518,30	165 158,30	554 640,26	428 666,77		125 973,49	125 973,49		39 184,81
84 VAUCLUSE	1 090	364 862,28	255 400,00	366 599,72	111 199,72	342 117,50	314 079,07		28 038,43	28 038,43		83 161,29
85 VENDÉE	1 594	533 569,24	373 500,00	536 110,05	162 610,05	502 613,18	452 499,65		50 113,53	50 113,53		112 496,52
86 VIENNE	1 522	509 468,25	356 630,00	511 894,29	155 264,29	479 910,45	479 910,00		0,45	0,45		155 263,84
87 HAUTE-VIENNE	485	162 346,98	113 640,00	163 120,06	49 480,06	152 928,10	152 928,10	49 480,06				49 480,06
88 VOSGES	397	132 890,21	93 020,00	133 523,02	40 503,02	125 180,32	93 334,72		31 845,60	31 845,60		8 657,42
89 YONNE	32	10 711,55	7 500,00	10 762,56	3 262,56	10 090,10	10 090,10	3 262,56				3 262,56
90 TERRITOIRE DE BELFORT	120	40 168,32	28 120,00	40 359,60	12 239,60	37 837,88	37 837,88	12 239,60				12 239,60
91 ESSONNE	3 039	1 017 262,82	712 080,00	1 022 106,92	310 026,92	960 766,85	850 230,48		110 536,37	110 536,37		199 490,55
92 HAUTS-DE-SEINE	3 152	1 055 087,99	738 560,00	1 060 112,22	321 552,22	993 874,99	957 727,70		36 147,29	36 147,29		285 404,93
93 SEINE-SAINT-DENIS	3 056	1 022 953,33	716 070,00	1 027 824,53	311 754,53	968 334,42	937 084,44		31 249,98	31 249,98		280 504,55
94 VAL-DE-MARNE	3 456	1 156 847,74	809 790,00	1 162 356,54	352 566,54	1 097 613,85	1 097 612,45		1,40	1,40		352 565,14
95 VAL-D'OISE	2 471	827 132,75	578 990,00	831 071,47	252 081,47	771 262,13	706 903,59		64 358,54	64 358,54		187 722,93
971 GUADELOUPE	139	46 528,31	32 570,00	46 749,87	14 179,87	43 828,88	0,00		43 828,88	14 179,87	29 649,01	
972 MARTINIQUE	20	6 694,72	4 690,00	6 726,60	2 036,60	23 333,36	0,00		23 333,36	2 036,60	21 296,76	
973 GUYANE	50	16 736,80	11 720,00	16 816,50	5 096,50	15 765,78	0,00		15 765,78	5 096,50	10 669,28	
TOTAL	125 472	42 000 000	29 400 000	42 200 000	12 800 000,00	40 000 000,00	37 701 319,14	3 746 500	2 347 148,17	2 125 706	221 442	10 674 294

* Notification datée du 16 février 2023

** Suite au budget rectificatif de la CNSA du 19 juin 2024, le montant du concours Forfait autonomie 2024 est augmenté de 200 000 euros